



HAL
open science

La décroissance comme humanisme

Jean Autard

► **To cite this version:**

| Jean Autard. La décroissance comme humanisme. *Prémices*, 2018, 2, pp. 186-203. <hal-03264586>

HAL Id: hal-03264586

<https://hal.science/hal-03264586v1>

Submitted on 18 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

La décroissance comme humanisme

Jean Autard, revue *Prémices*, n°2, 2018

La décroissance n'est pas seulement une option politique écocentrée ou relevant d'une « écologie profonde » qui ferait passer la biosphère devant l'humanité. Elle est également et avant tout centrée sur les problèmes humains. Il ne sera donc pas question ici des deux familles de justification biophysiques de la nécessité de la décroissance :

- *Éviter une destruction plus complète encore de la biosphère par les sociétés techno-industrielles.* Les impacts d'une telle destruction sur l'humanité sont déjà importants et pourraient être incalculables : dérèglement climatique, perte des nombreuses fonctions assurées par les écosystèmes, effet de la pollution, perte culturelle et existentielle, etc.
- *Diminuer le taux d'utilisation des ressources afin de les préserver pour l'avenir et pour les sociétés les plus démunies.* Les sources d'entropie négative (gisement minéraux concentrés, pétrole, etc.) étant limité et impossible à reconstituer (du fait par exemple de l'usure dispersive des matériaux), l'économiste Nicolas Georgescu-Roegen affirme que construire une voiture, c'est priver l'avenir de matériaux pour construire des bûches ou des charrues.

Par ces deux aspects, la décroissance est déjà essentielle pour l'humanité. Cependant, elle n'est pas seulement imposée par une nécessité objective implacable. Renoncer aux fruits supposément merveilleux de la croissance n'est pas seulement une façon d'agir altruiste et responsable dans un monde fini. La décroissance est aussi souhaitable du strict point de vue des différentes fins humaines : bonheur, liberté, justice.

Question de vocabulaire : pourquoi parler de décroissance ?

Pourquoi, en effet, ne pas parler simplement d'écologie ? Le terme de décroissance est, selon l'expression de Paul Ariès, un « mot obus » adopté en réaction contre la subversion progressive de dénominations antérieures. En effet, que signifie encore l'écologie quand s'en réclament les politiques les plus diverses ? La perte de contenu du vocabulaire est particulièrement apparente dans le dévoiement du terme de « développement durable » devenu l'emblème d'un *greenwashing* généralisé et alibi de projets qui donnent la priorité à la dimension économique.

C'est avant tout une réaction contre la supercherie aujourd'hui à la mode de « l'écologie industrielle ». Comme le montre entre autres les historiens Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, cette supposée écologie est aussi ancienne que l'industrie. Au début de l'époque industrielle, le charbon avait été présenté comme une solution providentielle au problème « écologique » de la déforestation britannique. Depuis lors, les innovations successives n'ont pas cessé d'augmenter plusieurs dizaines de fois l'efficacité et de diminuer l'utilisation de combustibles de moteurs de plus en plus performants, pour le résultat que l'on connaît. On n'a jamais tant utilisé de charbon que dans les années 2010. Qu'en sera-t-il des « solutions » du présent (nucléaire, OGM...) ? Ces historiens montrent que loin d'être une histoire de prise de conscience, l'histoire des luttes environnementales est une histoire de désinhibitions progressives. Il n'y a jamais eu autant de procès environnementaux en France qu'au XIX^{ème} siècle. De même, de Jimmy Carter exposant le problème du réchauffement climatique devant le congrès et appelant à infléchir le mode de vie américain dans une direction moins matérialiste à Donald Trump, on mesure le « progrès » accompli. Le mythe de la croissance verte repose sur l'idée d'un improbable découplage entre croissance et pollution, toujours promis et jamais observé. Cette illusion n'est maintenue que par les délocalisations des plus grosses pollutions hors des villes ou des pays développés. Ainsi, le programme électronucléaire français n'a pas permis de sortir de la dépendance au pétrole, malgré les promesses de « transition énergétique ».

Mais n'est ce pas renouveler négativement l'erreur antérieure que de se focaliser à l'envers sur la croissance ? Disqualifier le terme de décroissance en affirmant que certains secteurs doivent croître et d'autres – les plus polluants – décroître n'a guère de sens. Personne n'a jamais dit que la croissance était générale et uniforme. Elle s'est toujours accompagnée du recul de vastes pans de

l'économie : artisanat, *domestic system*, effondrement des sociétés rurales tel que Mendras le décrit dans *La Fin des paysans* (1967), petit commerce, ... Donc si la décroissance est l'inverse de la croissance, il est normal qu'elle favorise certains de ces mêmes secteurs, et quelques autres. Surtout qu'un tel argument est souvent avancé par des partisans de la croissance de certains secteurs « vertueux » qui s'empressent de détruire ce qu'il reste de forêts pour construire des panneaux solaire ou des centrales à biomasse¹ qui s'ajoutent aux centrales nucléaires en remettant à plus tard la diminution de la consommation d'énergie. Nul ne conteste que le PIB est un mauvais indicateur, mais c'est le seul utilisé et en tant que tel, il comptabilise le métabolisme social, le flux d'énergie et de matière qu'il convient justement de minimiser.

Enfin, le mot de décroissance plutôt que d'écosocialisme permet d'éviter de retomber dans les impasses du socialisme historique. Il ne fait aucun doute que le capitalisme est responsable de la crise écologique actuelle *en tant que* forme prise aujourd'hui par le système industriel mondialisé. De là à conclure qu'il suffirait de soumettre *Wall Street* pour que le monde devienne harmonieux... La question n'est pas de savoir si les usines, les puits de pétrole et les centrales nucléaires sont construites par des multinationales privées, par le plan quinquennal d'une démocratie populaire ou par l'aménagement de l'État Gaullien. En matière de destruction de la nature et de pollution, l'URSS n'a pas à rougir de ses réalisations et si elle n'a pu égaler le capitalisme, c'est seulement faute de moyens. Ce qui compte ce n'est pas de nationaliser ou de planifier centralement les industries polluantes, c'est de les fermer.

Pour finir, et bien qu'il n'y ait pas de consensus et que de nombreuses possibilités soient tracées par les différents auteurs, on peut évoquer quelques lignes de ce que serait une politique décroissante, dont des points seront développés plus bas : la relocalisation, le choix de solutions simples, locales et *low tech*, l'arbitrage en faveur de loisirs librement choisis, une démarchandisation au profit de biens communs, de l'échange et du partage pour l'usage et le maintien d'un niveau satisfaisant de services finaux en diminuant le plus possible les flux de matière et d'énergie. Plus généralement, la tentative d'infléchir les valeurs sociales et culturelles vers moins de consumérisme et d'ostentation et une plus grande attention accordée aux relations interpersonnelles, à la culture de proximité (pratique directe de l'art, spectacle vivant) et aux relations avec la nature.

Le bonheur dans la décroissance ?

Partons d'une constatation depuis longtemps identifiée par les économistes et connu sous le nom de paradoxe d'Easterlin. À partir d'un certain niveau de revenu qui correspond à la satisfaction des besoins essentiels, la croissance économique cesse d'augmenter le niveau de satisfaction des populations interrogées de façon diachronique ou synchronique. Cela s'explique par une habitude et un effet cliquet qui fait d'un niveau atteint le minimum dû. Lorsque l'automobile, produit de luxe, s'est démocratisée, il devient simplement « normal » d'en posséder une.

Le sociologue Jean Baudrillard critique le modèle d'anthropologie naïve selon lequel la consommation d'un bien serait directement la source d'un accroissement de bien être. Il montre ainsi que les objets de consommation jouent en fait un rôle symbolique, s'articulent en système et en langage d'objets dont la signification est sociale. Ainsi, ce n'est pas tel ou tel objet qui produit une satisfaction mais une panoplie d'objets qui prend une signification sociale. Il s'agit de donner les signes du bonheur tel qu'idéalisés (« la villa-piscine-écran-plat ») dans l'espoir que le bonheur réel survienne. Cette signification n'est toutefois que différentielle. Ainsi l'ancienne exigence d'égalité démocratique dans le monde politique devient exigence d'égalité devant l'objet, imitation, désir. Un panier de biens, de « *must have* » en croissance permanente devient le simple nécessaire dont la privation est douloureusement vécue. La société de consommation est fondée sur la production conjointe de satisfaction et de manque, pour lequel le maintien d'un niveau d'inégalité, d'ostentation et de frustration est nécessaire et inévitable.

¹ Par exemple les hectares de forêt consacrés au photovoltaïque à Pourcieux (83) et la centrale à biomasse voisine, écologiquement décriée, de Gardanne (13) (Les forêts française s'accroissent, ... dans un monde en déforestation).

Dans le même temps, la poursuite de la croissance conduit l'homme à s'imposer des contraintes toujours plus importantes : rythme de travail accru, flexibilité, disponibilité permanente. Il en résulte la lente augmentation de nouvelles formes de souffrances professionnelles, que décrit par exemple le psychologue du travail Christophe Dejour dans son ouvrage *Souffrance en France* (1998). Elle se traduit aujourd'hui par l'explosion des *burn-out* et des suicides professionnels. Cette vie dans un environnement stressant, fait de sollicitation permanente, se traduit dans les statistiques de santé publique par l'augmentation de la consommation de psychotrope et antidépresseurs et par celle des troubles du comportement chez l'enfant. Profitons-en pour remarquer que comparer le temps et les conditions de travail actuels avec les usines du XIX^{ème} siècle est biaisé, car c'est justement le moment de la révolution industrielle où en Occident la mobilisation pour la croissance a conduit aux pires conditions de travail. Auparavant, dans les sociétés rurales traditionnelles, les périodes creuses d'hiver laissaient un important temps libre. Dans les alpes, des professeurs itinérants venaient louer leur service pour apprendre à lire, la musique ou le latin afin d'occuper les longues veillées. Le monde de l'artisanat urbain était lui rythmé par plus d'une centaine de jours fériés annuels. Sans parler des sociétés traditionnelles décrites par les ethnologues juste avant que la modernité ne les détruise, où les chasseurs cueilleurs se contentaient parfois de deux ou trois heures d'activité productive quotidienne. Remarquons enfin que l'augmentation apparente du niveau de vie des classes inférieures des sociétés occidentales masque le fait que les inégalités se sont mondialisées. À partir du moment où les ouvriers du Bangladesh et les journaliers agricoles d'Amérique du Sud fournissent le travail à bas coût et les matières premières nécessaires à nos modes de vie, ce sont eux qu'il faudrait comparer aux mineurs du XIX^{ème} siècle, et non les smicards français qui constituent du point de vue du système productif mondial une classe favorisée.

La décroissance propose ainsi de sortir de la spirale du manque et de l'inégalité produite en exacerbant les désirs concurrentiels. Elle permettrait de lutter contre la pauvreté, qui est une relation sociale d'inégalité plus qu'une question de niveau de vie réel, en réduisant les inégalités et en luttant contre la concurrence ostentatoire et la production sociale de manque et d'insatisfaction. Certains pauvres d'aujourd'hui, qui le sont effectivement dans la société de croissance, ont objectivement un niveau de vie équivalent à celui d'un bourgeois du début du siècle dernier : eau courante, chauffage, électricité, automobile, nourriture abondante y compris parfois des glaces, des fruits exotiques et un ensemble de biens nouveaux dont le besoin ne s'était jamais fait sentir (smartphone, internet, etc.). Pourtant, pour peu qu'ils vivent dans un HLM et ne parviennent pas au standing exacerbé du présent, ils sont effectivement pauvres dans notre société et en subissent les souffrances psychologiques. Cette lutte contre la concurrence dans l'ordre de la consommation aurait pour pendant une réduction de la concurrence dans l'ordre de production où les frustrations et les instincts carriéristes et compétitifs perdraient de leur raison d'être. Il s'agit de sortir de l'« économie de guerre permanente » dans laquelle toutes les forces de la nation sont en permanence mobilisées dans un effort économique dont le finalité nous échappe toujours un peu plus.

Un bon exemple de politique décroissante serait ainsi la suppression de la publicité. Par tous ses aspects, la publicité est une nuisance : elle est désagréable aux yeux et aux oreilles des spectateurs (qui n'a jamais changé de chaîne au moment des pubs ou installé un bloqueur de publicité sur son ordinateur?), elle est une incitation à une consommation de masse dont les conséquences environnementales désastreuses ne sont plus à démontrer, en plus d'être une utilisation improductive d'immenses ressources sociales. Surtout, elle ne vise pas à produire une quelconque valeur ou satisfaction, mais au contraire à détruire de la valeur d'usage par de l'obsolescence psychologique (par exemple la mode qui conduit à ne plus porter des vêtements parfaitement fonctionnels) et à produire de la frustration et de l'insatisfaction quand à son sort présent. Une des bases de la publicité est de produire chez le consommateur une dévalorisation de soi, comme le fait apparaître de façon dramatique le rôle que peuvent avoir des corps féminins trafiqués et affichés sur la difficulté d'adolescentes à assumer leur corps, sur l'anorexie... Quand à dire que la publicité permet le financement de services gratuits, c'est à un prix considérablement plus élevé que s'ils étaient assurés directement par un autre biais (paiement ou subvention). Acheter des écrans géants et tourner des annonces n'est pas la façon la plus directe ni la plus économique

d'entretenir le métro.

Contre-productivité de la croissance

Ce que nous observons dans le cas de la satisfaction personnelle est un cas particulier d'un phénomène plus général d'une diminution progressive de la productivité sociale de la croissance économique. Ainsi, à partir d'un certain point, l'augmentation des nuisances et le coût des réponses qu'il faut leur donner dépasse le bénéfice apporté par l'augmentation de la complexité.

C'est par exemple le cas en matière de santé. Dans un premier temps un développement modéré, en apportant une meilleure alimentation, l'accès à la médecine et un progrès de l'hygiène génère une augmentation considérable de l'espérance de vie. Mais, la progression des nuisances liées à la poursuite de l'industrialisation inverse cette tendance : pollutions chimiques, perturbateurs endocriniens, multiplication des substances cancérigènes, particules fines, dégradation de la qualité de l'alimentation industrielle, sédentarité... C'est ainsi qu'aux États-Unis, malgré un des systèmes de santé les plus coûteux au monde, l'espérance de vie est aujourd'hui en diminution. On objectera qu'il s'agit simplement d'une spécificité de la société et de la culture américaine : un système de santé très inégalitaire et un mode de vie associant mauvaise alimentation et sédentarité. On pourrait montrer que ces traits culturels sont l'aboutissement normal de la société de croissance (par exemple le remplacement de tout effort physique par machines, véhicules et robots). Mais, il suffira d'exposer qu'une même évolution est à l'œuvre dans la plupart des pays développés où non seulement l'espérance de vie en bonne santé est en diminution, mais surtout, comme le montre le sociologue Louis Chauvel (*Le destin des générations*, 1998), l'augmentation actuelle de l'espérance de vie se fait surtout par la diminution de la mortalité des cohortes (ensemble des gens nés une même année) les plus anciennes. Ainsi, les octogénaires continuent à vivre de plus en plus vieux, mais sans infléchissement majeur des tendances actuelles, les quinquagénaires vivront moins longtemps que leurs parents : ils sont déjà plus nombreux à avoir succombé (en particulier d'une recrudescence des cancers précoces) que leurs parents au même âge.

Un autre exemple peut être donné dans le secteur des transports : comme l'écrit le pionnier de l'écologie Bernard Charbonneau dans son ouvrage *L'homme auto* (1967), la « bagnole » reprend d'une main ce qu'elle donne de l'autre : on commence par croire qu'elle permet de sortir de la ville pour arriver à la campagne en 5 minutes au lieu de la demi heure de marche antérieure, mais bientôt l'expansion des banlieues, centres commerciaux et parkings qu'elle rend possible fait qu'il faut maintenant une demi heure d'embouteillage pour sortir de la ville. Entre temps, les banlieues et zones commerciales ont défiguré l'entrée de toutes les petites villes et les terres arables sont détruites à un rythme accéléré (l'équivalent d'un département tous les 7 ans). C'est ainsi que le temps passé dans les transports a, par « effet rebond » (Stanley Jevons) augmenté malgré une considérable accélération des transports. Comme le montre Ivan Illich dans *Energie et équité* (1973), la vitesse est mangeuse de temps, et il faut ajouter au temps directement passé dans les transports le temps de travail consacré aux diverses dépenses que nécessitent l'automobile (achat, carburant, réparations, assurances) et au paiement des impôts nécessaires à l'entretien social du réseau de transport et d'infrastructures... Si on prend tout cela en compte, les américains de 1975 consacraient 1600 heures par an à leur voiture pour une vitesse effective de 4 km par heure. Aux prix actuels, l'ouvrier qui fait 25 kilomètres pour aller travailler consacre en fait sa première heure de travail à payer ses coûts de transport.

L'homme sacrifié sur l'autel de la croissance

Pourquoi, malgré cette inadéquation de plus en plus importante avec les fins humaines poursuivies, la croissance est-elle alors toujours l'objectif ultime de notre société ? On peut remarquer que l'injonction permanente à l'adoption des nouveautés techniques les plus récentes et à la poursuite sans fin de la modernité ne s'accompagne aujourd'hui même plus de la croyance dans un progrès humains émancipateur ou dans des « lendemains qui chantent ».

Certains auteurs parlent d'un « culte » de la croissance devenu fin en soi de nos sociétés, il s'agit toutefois d'une simple métaphore, qu'il s'agit d'expliquer. L'analyse de cette question ne peut se faire sans l'examen du moteur scientifique, capitaliste, industriel mis en marche depuis deux siècles et ayant fait basculé le monde hors de l'état quasi stationnaire multiséculaire des économies agraires. Dans son ouvrage brillant *La Technique ou l'enjeu du siècle* (1954), l'historien des institutions Jacques Ellul décrit ainsi ce qu'il nomme le « phénomène technique » qu'il définit comme la recherche consciente et rationnelle du moyen le plus efficace appliqué progressivement à la totalité des activités de l'homme et des domaines de la société. Par exemple technique de comptabilité au lieu de l'approximation antérieure, technique juridique rationnelle à la place du droit coutumier, technique tayloriste du travail au lieu du savoir faire artisanal, technique administrative à la place d'un système de charges familiales, mais aussi technique *manageriale*, technique du corps avec la médicalisation des non malades, etc. Or, ce phénomène technique présente plusieurs caractéristiques : Son autoaccroissement, les différentes améliorations techniques s'impliquant l'une l'autre ce qui induit que les directions prises sont imprévisibles et n'ont aucune raison *a priori* de correspondre avec des fins humaines préalables. Son unicité, les différents aspects en étant insécables, ce qui rend illusoire un « tri » entre bonnes et mauvaises technique : On ne peut avoir par exemple un « compteur intelligent » sans produire des ordinateurs et des transistor, ce qui requiert de vastes usines, l'exploitation de terres rares à l'autre bout du monde dans des mines polluantes, et donc des infrastructures portuaires, donc de la sidérurgie, etc. Comme le montre les crises, l'ensemble du système technique tend de plus en plus à former un tout solidaire. Son autonomie enfin vis-à-vis de toute norme non technique (morale, esthétique...) qui tend à se traduire socialement par l'adoption des normes techniques en lieu et place de morale, d'esthétique, ... Les économistes vont montrer que la confiance, ou l'égalité sont bénéfiques pour l'économie : c'est justifier une norme morale par son efficacité technique. De même avec les esthétiques fonctionnalistes en design ou architecture. En effet, la technique élimine tout ce qu'elle ne peut assimiler, car un processus de sélection élimine les caractéristiques les moins efficaces qui ne peuvent la concurrencer. L'efficacité est une norme qui satisfait la raison car elle se suffit en apparence en elle même, faire en 2 heures ce qu'on faisait en 3 ne réclame pas d'explication supplémentaire. C'est ainsi par exemple que la religion comme norme centrale des comportements de l'existence, que ni les libertins du XVII^{ème} ni les philosophes rationnel du XVIII^{ème} n'avaient ébranlés dans la majorité de la population a totalement reflué. Or, la croissance est justement cette recherche générale de l'efficacité et de la productivité maximale.

Décroissance, liberté et autonomie

La liberté est le plus important des droits humains. Selon les mots de Bernard Charbonneau, elle est toujours liberté de la partie contre le tout, de l'individu contre l'arbitraire de l'état, de l'employé contre le pouvoir de la multinationale². La décroissance se pose comme projet libérateur, et ce à plusieurs niveau :

Au niveau collectif, elle est une protestation contre le « il n'y a pas d'alternative » aujourd'hui dominant. Ainsi, pour soigner une croissance moribonde et faire face à la concurrence internationale, la politique devient de plus en plus une activité technique, se réduisant à appliquer les recettes économiques qui s'imposeraient car seules efficaces, donnant l'impression qu'en dehors des questions de société, les gouvernements de droites comme de gauche suivent tous une même ligne. Un tel phénomène, loin d'être l'expression d'un complot ou de la corruption des élites, est normal du point de vue d'une analyse globale de la technique comme la fait Ellul : au niveau de complexité à laquelle nous sommes, il n'est plus possible pour poursuivre le développement du phénomène technique de rien laisser au hasard, et le développement des techniques sociales,

2 Précisons pour éviter toute équivoque que la « liberté » du libéralisme économique de notre époque, qui est liberté des entreprises d'exploiter 12 heures par jours des enfants du Bangladesh, de ce soustraire aux impôts, de polluer ou d'empoisonner les consommateurs est une version moderne de l'antique « liberté » qu'a le maître de tuer ses esclaves, le prince d'asservir son peuple « car tel est [son] plaisir » : elle est pouvoir, et donc l'opposé de la liberté.

économiques et administrative permet aux experts d'identifier la politique la plus efficace. Quel gouvernement choisirait l'inefficacité ? C'est justement ce choix que propose la décroissance, en restaurant ainsi aux collectivités leur liberté de choix collectif pour l'avenir, leur autonomie selon la définition de Cornélius Castoriadis. La décroissance se propose de redonner au politique la prérogative fondamentale des sociétés de choisir la destination de l'excédent social, à laquelle nous avons renoncé en l'attribuant au réinvestissement systématique dans l'appareil productif.

C'est aussi libérer les individus de tout un ensemble de contraintes immanentes au monde technique qui contraignent ses possibilités. Le philosophe Gunther Anders évoque dans *l'Obsolescence de l'homme* (1956) à quel point les possibilités de choix se trouvent contraintes par l'inscription dans un monde technique d'objets pensés avant nous et pour nous. Lorsque le moindre comportement est calculé d'avance par des études de marché, des groupes de consommateurs, par l'application des dernières trouvailles des sciences cognitives et comportementales, la liberté formellement préservée n'est-elle pas diminuée ? De même dans l'acte productif ou des normes techniques, des méthodes, des exigences de productivité et de délais points par points, y compris de plus en plus dans les professions intellectuelles tissent leur réseau de contrainte et font de plus en plus reposer le travail sur le réflexe conditionné. Même le chercheur perd de plus en plus de sa liberté pour devoir en permanence s'évaluer (i.e. rentrer son activité dans un cahier des charges technique), rendre compte de son activité et publier selon des normes strictes.

Au contraire, la décroissance repose sur le choix d'outils conviviaux, c'est-à-dire facilement fabricables, compréhensibles, utilisables par tous, et desquels on peut décider de l'usage. Il s'agit aussi par une augmentation des loisirs et une protection sociale accrue de desserrer l'étreinte du salariat. A travers cela, il faut renforcer l'autonomie de l'individu, à la fois sa possibilité de subvenir lui-même à ses besoins (en réintroduisant des potagers vivriers, des ateliers de réparation et de fabrication...) et de décider de ses activités pour sortir d'une dépendance absolue vis-à-vis d'un système technique incompréhensible.

Décroissance, emploi, justice sociale

Comment croire que la croissance mettra fin au chômage quand, après que la France ait connu sur les 55 dernières années une croissance de son PIB réel de 360 %³, fait inédit dans son histoire, le chômage atteint des sommets ! Surtout, l'évolution du progrès technique et l'irruption de l'informatique semblent nous diriger vers un remplacement de travailleurs humains, en particulier les moins qualifiés, mais aussi de classe moyenne comme l'annonçait récemment l'économiste Daniel Cohen, par des robots ou vers une « Ubérisation » du marché du travail.

Or, une des modalités du culte de la croissance et de l'inféodation de tous les autres objectifs à des impératifs économiques est qu'on nous demande aujourd'hui, pour cette croissance, de revenir sur les acquis en terme de sécurité sociale, de droit du travail, d'emploi ... Si on ne veut pas être marginalisés dans la course mondiale entre états en concurrence, nous n'aurions pas d'autre choix que de faciliter les licenciements, d'accepter une dégradation des conditions d'emploi et de voir les caissières mises au chômage par des automates. De même, toute politique de limitation des inégalités ou de taxation serait rendue impossible par la crainte de voir fuir les entrepreneurs source d'une croissance qui ne favorise souvent plus que leur propre revenu. Aux États-Unis, laboratoire de l'avenir, depuis 20 ans, malgré une croissance de 54%, la moitié de la population a vu son revenu réel stagner ou diminuer, tandis que le salaire minimum a diminué d'un tiers depuis... 1968.

Choisir la décroissance, renoncer à la course, c'est au contraire récupérer la possibilité de décider de nos priorités : par exemple, si on accepte le credo des économistes libéraux et des politiques publiques de notre temps que le code du travail, la protection sociale ou les CDI sont des freins économiques, choisir librement ces freins qui sont par contre des bénéfices sociaux. Ainsi, seul celui qui n'a jamais redouté le chômage et vécu dans le stress de perdre son emploi peut penser qu'un surcroît minime de revenu pourrait compenser l'immense perte de confort humain que

3 De 1960, début des données disponibles sur le site de la Banque Mondiale, à 2016, mesuré en \$ constants de 2010. Le PIB nominal a lui augmenté de 4600 % dont la majorité mangé par l'inflation.

représente l'insécurité. D'autant plus qu'elle prive aussi de la possibilité de faire des choix de long terme : comment acheter un appartement quand on vit de l'interim ?

La diminution du temps de travail est aussi un des axes d'une politique de décroissance : sacrifier un peu de revenu au profit d'une augmentation du temps de loisir, de la possibilité de mieux s'occuper de sa famille, et de développer d'autres sources de satisfaction plus durables que les satisfactions consuméristes compulsives et rapides qui seules peuvent rentabiliser des loisirs minimaux. Elle permettrait surtout de partager le travail en créant de nouveaux emplois. Bien sûr, cela devrait être accompagné, en particulier par une modification de la fiscalité. L'économiste décroissant Edward Goldsmith prônait ainsi une augmentation de la fiscalité sur les matières premières, la pollution, l'énergie, un impôt d'amortissement pour les produits de faible durée de vie, tandis que la fiscalité sur le travail diminuerait, au profit d'une taxation accrue du capital pour favoriser des choix intensifs en travail et peu intensifs en énergie et matières premières. *A contrario*, en France depuis 1960, les cotisations sociales par salariés ont été multipliées par 6, alors que les taxes par litre de carburant stagnaient⁴. Un choix a été fait : le pétrole et le chômage.

Quant à dire qu'une telle baisse du temps de travail et des revenus serait insupportable pour les pauvres, cela ne tient pas, car aujourd'hui en France les pauvres ce sont des chômeurs, des travailleurs à temps partiels ou des intérimaires plus que des travailleurs en temps complet en CDI. Diminuer le temps de travail, c'est lutter contre la pauvreté.

Une politique économique de décroissance ne risque-t-elle pas de diminuer les ressources fiscales et de mettre en danger la protection sociale et les services publics ? Remarquons d'abord que ce qui réduit les ressources fiscales des états depuis les années 1980 n'est pas une diminution de l'activité économique mais la combinaison de l'évasion fiscale des grands groupes et d'une diminution progressive de la fiscalité sur les entreprises et les plus riches, justement au nom de la croissance et de la concurrence internationale. Il serait donc souhaitable de regagner des ressources fiscales en taxant les classes sociales dont le mode de vie dispendieux (voyage en avion, piscine, consommation ostentatoire) est justement le principal contributeur de la crise écologique. Rappelons ainsi qu'en termes d'émission de GES, un voyage en avion Paris-New York, c'est autant que ce qu'émet l'automobiliste français pendant un an ou encore des dépenses d'énergie et de chauffage d'un foyer moyen pendant un an. La réduction des nuisances permettrait aussi de faire de considérables économies sur les prestations d'assurance chômage en partageant le travail, sur les assurances maladie en ralentissant le rythme, en agissant sur les pathologies d'origine environnementale etc. Enfin, l'abandon des nombreuses dépenses publiques destinées à soutenir la croissance, ou encore des investissements dans les « grands projet inutiles » destructeurs environnementalement libérerait des marges financières.

La décroissance n'est pas un anti-humanisme : pauvreté et développement

Un argument spécieux contre la décroissance est de prendre la pauvreté absolue qui règne encore dans de nombreux pays du Sud comme alibi de la poursuite d'une croissance mondiale à laquelle leur contribution est minime : sur les vingt dernières années, l'augmentation du PIB des PMA ne représente qu'un vingt-sixième de celle des pays de l'OCDE.

Remarquons d'abord que si on a suivi la démonstration jusqu'ici, il semble qu'aiguiller l'ensemble du monde dans la voie suivie par les États-Unis ne soit pas plus humainement souhaitable qu'écologiquement possible. Parler d'un droit des pays du Sud à commettre les mêmes erreurs que les pays riches parce que ceux-ci les ont auparavant commises à quelque chose de paradoxal. La voie suivie par le « développement » semble être une imposition mondiale d'une culture occidentale et d'un *american way of life* au prix de la destruction des cultures. Le programme récent GloFood (INRA-CIRAD) a mis en évidence l'explosion de la consommation de nourritures industrielles (« *crafted food* ») dans les pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est au détriment de la cuisine traditionnelle, pourtant plus équilibrée et écologique : le résultat est que dans de nombreux pays, sous-nutrition, malnutrition et obésité coexistent. Or, comme l'expose Levi Strauss

4 Source : Chiffres présentés par Emmanuel Combet, économiste au CIRED

dans *Race et histoire* (1952), l'Occident n'est supérieur que dans la voie consistant dans la maximisation de la consommation d'énergie. Il existait dans le monde de nombreuses autres voies de perfectionnement et de progrès : spiritualité, contrôle du corps et des désirs en Asie, raffinement du système de parenté en Australie... Le développement, c'est imposer au monde comme voie unique cette seule dimension, et détruire ainsi la diversité culturelle que valorisait tant l'anthropologue. C'est ainsi que Gandhi, symbole par excellence de la libération des peuples, s'est toujours opposé au développement industriel de l'Inde, en prenant pour symbole le rouet, il prenait la défense de l'artisanat traditionnel contre la filature britannique. Il faut aujourd'hui figure de précurseur de la décroissance. Ce sont d'ailleurs surtout les dirigeants occidentalisés qui revendiquent pour leur pays un « développement » dont l'état de la corruption leur garanti qu'il financera leurs villa sur la Côte d'Azur. Au contraire, on assiste à l'émergence d'un « environnementalisme des pauvres » porté par des populations des pays du Sud avec par exemple le mouvement Sud-Américain pour le Buen vivir, la déclaration des peuples de Cochambamba contre la transformation du monde en marchandise ou encore les revendications des peuples indigènes de l'ONU de conserver leur mode de vie menacé par le développement.

Remarquons ensuite que c'est pour permettre la croissance qu'ont été imposés aux pays du Sud les « plan d'ajustement structurel » des années 1980, responsables du démantèlement de leurs système d'éducation, de santé, de protection sociale... De plus, la décroissance, est aussi une question de justice mondiale : les émissions de GES d'un américain sont 160 fois supérieures à celles d'un Érythréen. Surtout, les pays du Sud sont souvent les premières victimes de la croissance : c'est là que les effets du réchauffement climatique sont les plus dramatiques (désertification du Sahel, inondation du Bangladesh). La répartition des nuisances est ainsi très inégale : l'exploitation du pétrole ou des minéraux a ainsi ravagé des régions comme le delta du Niger, tandis que les déchets les plus toxiques sont retraités dans des décharges en Inde, en Afrique ou au Mexique où des « *wastepickers* » les recyclent en brûlant les composants électroniques ou en triant à la main dans des conditions sanitaires catastrophiques.

Conclusion : Nature et liberté

La décroissance est ainsi un appel à une écologie qui soit aussi une écologie sociale, qui réunisse environnementalisme et humanisme, ou, selon les mots phares de Bernard Charbonneau, Nature et Liberté. En voulant se libérer des contraintes de la nature, l'humanité enferme les individus dans les contraintes d'une surnature sociale et technique qui le serre de plus près, plus implacable encore. Les prophète de la *Silicon valley* nous promettent ainsi une liberté totale vis à vis de la nature dans notre corps (transhumanisme) et sur terre (géoingénierie) qui s'apparente en fait à un contrôle total par les algorithmes (du bracelet cardio au ciblage publicitaire Facebook), la brevetabilité du vivant, etc. et donc à la négation de la liberté.

Une écologie qui oublierait la liberté et ne défendrait que la nature, c'est prendre le risque d'un naturisme de droite conservateur qui prendrait dans une prétendue nature la norme de la vie humaine (par exemple opposition à la contraception et à l'avortement, rejet de l'homosexualité). Ou encore d'une écodictature technocratique qui imposerait au nom de la raréfaction des ressources un contrôle social toujours plus intense.

Une écologie qui n'affirme que la liberté, c'est prendre le risque de tomber dans les utopies des communautés rurales libertaires des années 1970 qui en prenant leur désir pour des réalités se heurtaient souvent à la dureté du réel : une liberté sexuelle et un anti-autoritarisme exacerbé menaient au conflit interpersonnel permanent, le refus de la contrainte et du travail rendait difficile de passer l'hiver. C'est aussi risquer de tomber dans le travers que dénonce le philosophe Frederic Neyrat dans son ouvrage *La part inconstructible de la terre* (2016) sous le nom de « géoconstructivisme » : qu'un discours théorique constructiviste en épistémologie serve d'alibi à un discours de plein pouvoir de l'homme sur la terre, à la géoingénierie, à la résurrection d'espèces comme solution à leur disparition... Certes, il n'existe pas de nature absolument vierge, même l'Amazonie résulte d'une lente sélection d'espèces par les hommes qui y ont vécu, de même qu'une

liberté absolue n'existe pas. Il n'empêche qu'il y a une différence indéniable entre la forêt et le champ de colza OGM qui la remplace, comme entre le paysan libre et le salarié de *latifundium*.

Bibliographie :

d'ALISA, Giacomo, DEMARIA, Frederico (dir.), Décroissance, vocabulaire pour une nouvelle ère, le passager clandestin 2015

BAUDRILLARD, Jean, La Société de consommation : ses mythes, ses structures, 1970

BONNEUIL, Christophe et FRESSOZ, Jean-Baptiste, L'événement Anthropocène, la Terre, l'histoire et nous, Paris, Seuil, 2013.

CHARBONNEAU, Bernard, Le Feu vert, Parangon, 1980

ELLUL, Jacques, La Technique ou l'enjeu du siècle, Paris, Armand Colin, 1954

ILLITCH, Ivan, La Convivialité 1973

LATOUCHE, Serge (dir.), Les précurseurs de la Décroissance : Une anthologie, Le passager clandestin, 2016

SINAÏ, Agnès (dir.), Penser la décroissance, politiques de l'anthropocène I, Paris, Les Presses SciencePo, 2013